



JOURNÉE MONDIALE DE LUTTE CONTRE LES LGTB-PHOBIES

PRISE DE PAROLE

Bonjour. C'est un très grand plaisir de vous compter ici. Je tiens à remercier plus particulièrement Michel de l'association AntilHomophobe Aube Action qui est à l'origine de ce rassemblement à Troyes, nos ami·e·s du MRAP qui s'associent à ce rassemblement et la Ligue des Droits de l'Homme.

Le 17 mai, c'est la journée internationale de lutte contre l'homophobie, la transphobie et la biphobie. Cette date a été choisie en 2004 en référence à l'Organisation Mondiale de la Santé qui, le 17 mai 1990, a retiré l'homosexualité de la liste des maladies mentales. En 2000 l'Europe, par l'adoption d'une directive en matière d'emploi, interdit toute forme de discrimination, y compris fondée sur l'orientation sexuelle. En 2009 le Traité de Lisbonne intègre la lutte contre les discriminations dans toutes les politiques et actions de l'Union Européenne. La France, quant à elle, reconnaît officiellement cette journée le 17 mai 2008.

Cette journée de revendications pour l'égalité des droits des LGBT, Lesbienne, Gay, Bi, Trans, est très importante. Elle s'est étendue au fur et à mesure des années et est devenue un moment fort un peu partout dans le monde. Elle est d'ailleurs célébrée dans plus de 130 pays du monde, même si près de 70 pays érigent toujours en délit les relations homosexuelles, voire persécutent et commettent les pires exactions à l'encontre des personnes incriminées comme en Tchétchénie.

Différentes manifestations et actions sont organisées aujourd'hui dans plusieurs villes de France. Ce rassemblement a lieu cette année pour la première fois à Troyes.

En effet, il est essentiel de se saisir du combat des droits des LGBT. Tout comme la lutte contre le racisme et celle de l'égalité femme-homme, la lutte contre l'homophobie et la transphobie s'inscrit dans notre volonté d'affirmer l'égalité de toutes et de tous et la fraternité. Le principe d'égalité de traitement est un droit fondamental auquel on ne peut déroger !

Les discriminations et les violences envers les personnes LGBT sont toujours fortement présentes dans notre société et c'est inacceptable ! Nous pouvons toutes et tous agir pour combattre ces actes au quotidien, dans toutes les sphères et à tous les moments de la vie. Commençons par le plus simple. Nous pouvons, notamment dans le cercle amical, aborder le thème des LGBT et en faire un sujet de préoccupation pour questionner les idées préconçues et les stéréotypes, et ainsi faire évoluer les mentalités. Encore trop de personnes sont rejetées, se sentent exclues parce qu'elles ont une orientation sexuelle ou une identité de genre différente de la majorité.

Les jeunes sont particulièrement touché·e·s. Ils et elles subissent moqueries, insultes et violences, renforçant le sentiment d'isolement déjà important chez les adolescents en général. Le risque de suicides est de ce fait plus élevé par rapport aux autres jeunes. Certains d'entre eux·elles sont également rejeté·e·s par leur propre famille et subissent une pression permanente de leur entourage. D'autres se retrouvent à la rue. Nous ne pouvons pas admettre ni tolérer ces souffrances.

C'est bien souvent à l'École que tout commence, même si beaucoup de stéréotypes et de discriminations sont transmis par la famille. Mais ces mécanismes se renforcent à l'École. Quelques-uns affirment leur rejet, voire leur haine, et ce sont tous les autres qui suivent, par peur d'être marginalisés eux aussi. Et disons-le clairement, peu de moyens sont mis par le gouvernement pour une réelle mise en œuvre d'un plan de lutte contre les LGBT-phobies à l'École.

Ensuite au travail, où certaines situations peuvent également être difficiles à vivre. 25 % des personnes LGBT disent avoir été victime d'une agression au moins une fois sur leur lieu de travail. Quand ce ne sont pas des regards de travers, des insultes voire des violences, c'est une discrimination à l'embauche ou à la promotion qui s'exerce. Il est inadmissible que des personnes soient obligées de cacher une partie de leur vie et de mentir par peur de conséquences sur leurs conditions de travail et sur leur propre personne.

Pour ces raisons, la CGT revendique une réelle égalité de droits pour tous les couples : mariés, pacsés ou vivant en concubinage. Nous exigeons également le changement d'état civil libre, entièrement gratuit, démedicalisé et déjudiciarisé pour les personnes transgenres qui le souhaitent. Nous demandons des mesures dans l'Education Nationale pour casser la chaîne de transmission des violences. Il faut pour cela offrir de vraies formations aux membres de cette Institution pour qu'ils déconstruisent les discriminations ; réaliser chaque année une campagne de sensibilisation ; créer et développer des partenariats avec les associations pour qu'elles interviennent auprès des élèves et inciter à la communication sur les figures et les luttes du mouvement LGBT.

Enfin, le gouvernement doit agir concrètement dans le monde du travail en mettant en place une obligation de résultats pour l'employeur dans sa politique dite « de diversité ». La simple recommandation ne suffit pas et n'a pas fait ses preuves. Nous rappelons notre vigilance et notre mobilisation dans le monde du travail, un des lieux d'expression exacerbée des discriminations et notamment des LGBT+-phobies comme nous l'avons vu. La tentative de remise en cause de pans entiers des règles qui encadrent les conditions de travail au prétexte de la remise en route de l'économie va sans aucun doute encore aggraver la situation. Comme un indicateur de la détérioration possible, les associations ont alerté, tout au long de cette période de confinement, sur l'augmentation des appels de détresse relatant les témoignages, particulièrement de jeunes LGBT+, victimes de violences domestiques aggravées dans des milieux familiaux hostiles.

L'engagement dans la lutte contre toutes les formes de discrimination est au cœur du combat que mène la CGT pour la justice sociale. Elle milite sans relâche pour éliminer les attitudes et les discours homophobes, sexistes, racistes du quotidien de l'entreprise, de la société, y compris au sein de son organisation syndicale.

Nous, ici, toutes et tous, nous restons mobilisé-e-s pour mener ce combat, quelque soient notre orientation sexuelle ou notre identité de genre.

Merci.